

**N° DP 24/541**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 - ASSOCIATION "METAYERS ANTIGASPI" - PROGRAMME "MIEUX MANGER A LA SEYNE" - 5 000 EUROS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 juin 2024 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 euros,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'Association « METAYERS ANTIGASPI » de 10 000 euros en 2024 pour l'action « Mieux Manger à La Seyne », sur un budget prévisionnel de 66 000 euros,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTIGASPI », créée en 2021 a pour objectif de lutter contre le gaspillage alimentaire en valorisant les produits par la transformation, la vente directe ou indirecte, et le don aux associations caritatives,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTIGASPI » participe à l'économie sociale et solidaire, favorise les circuits courts, crée des emplois pérennes, fait de la pédagogie, innove et promeut la lutte contre le gaspillage alimentaire,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTIGASPI » ambitionne de s'inscrire dans un concept de ville durable, de transition écologique sur la Commune de La Seyne-sur-Mer,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTIGASPI » a collecté, transformé et distribué 2,5 tonnes de produits en 2023,

**CONSIDERANT** que l'Association « METAYERS ANTIGASPI » travaille à la sensibilisation à l'alimentation durable à travers des interventions pédagogiques en milieu scolaire,

**CONSIDERANT** les axes du projet « Mieux Manger à La Seyne » de l'Association « METAYERS ANTIGASPI » en 2024 :

- Sensibilisation à l'alimentation équilibrée : apprentissage sur l'équilibre nutritionnel, la santé, le bien-être...,
- Découverte des aliments : ateliers, dégustations...,
- Promotion de l'alimentation locale : visites de fermes, sensibilisation,
- Prévention du gaspillage alimentaire : sensibilisation, ateliers anti-gaspi,
- Apprentissage de la cuisine « saine » : ateliers cuisine, partenariat avec la cuisine centrale de La Seyne-sur-Mer,
- Promotion d'un mode de vie actif : organisation d'activités physiques, sensibilisation),

**CONSIDERANT** que le projet « Mieux Manger à La Seyne » de l'Association « METAYERS ANTIGASPI » permet de contribuer à plusieurs enjeux du Projet Alimentaire de Territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée : la lutte contre le gaspillage alimentaire, à la fois en restauration collective et à travers la collecte et la valorisation de surplus ou invendus sur les marchés et chez les particuliers, la mise en place d'une formation « pour une restauration collective durable » de santé à destination des convives, des encadrants et des enseignants,

**CONSIDERANT** la convention ci-annexée,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée avec l'Association « METAYERS ANTIGASPI » en vue de l'attribution d'une subvention de 5 000 euros, soit 7,57 % maximum du budget du projet « Mieux Manger à La Seyne » réalisé durant l'exercice 2024.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette dépense sera imputée au Budget Principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

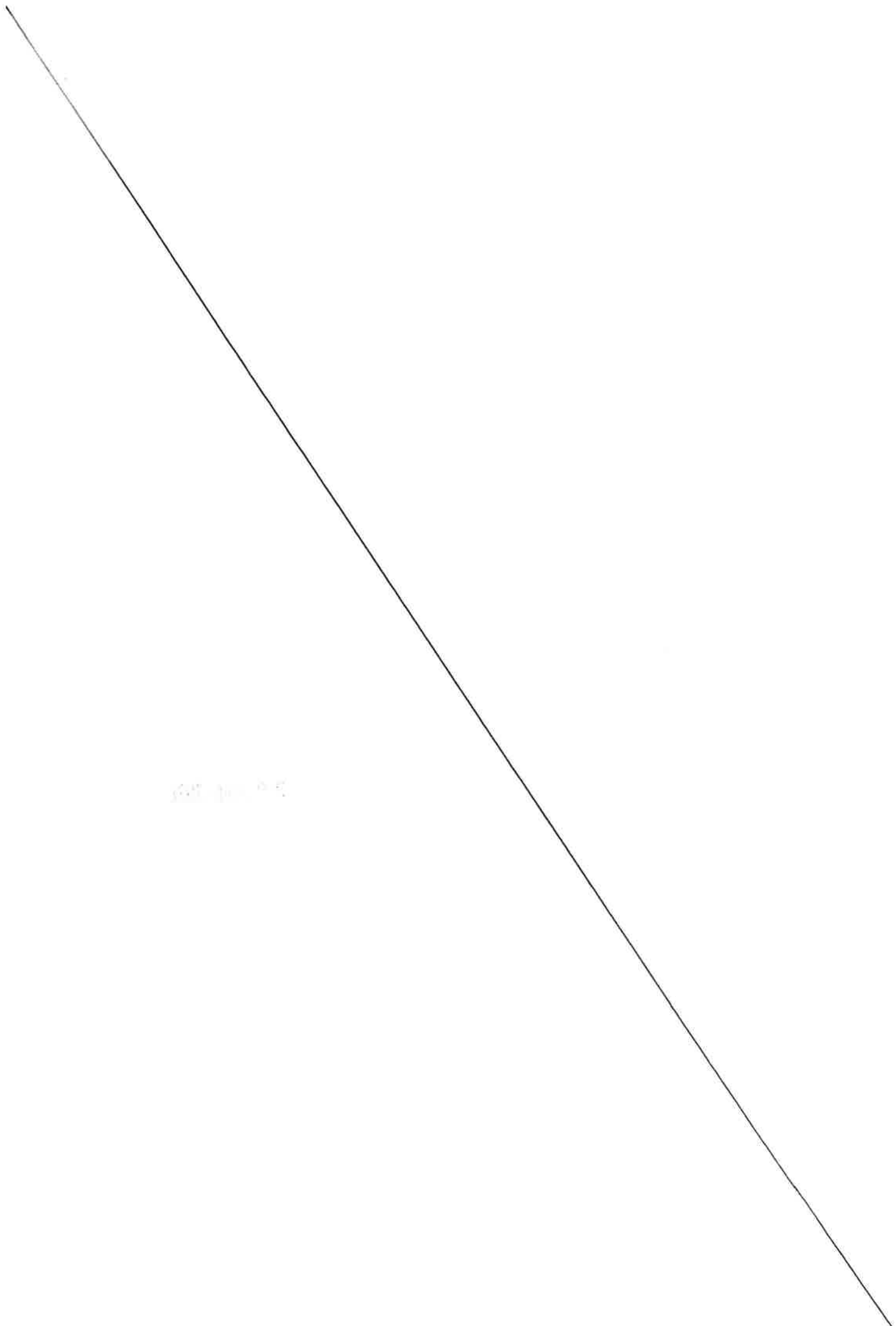
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **20 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





1000 1000 1000



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024

### ASSOCIATION METAYERS ANTIGASPI

#### « MIEUX MANGER A LA SEYNE »

#### ENTRE

**La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 24 / ..... en date du ..... 2024,

Ci-après désignée « La Métropole »,

#### ET

**L'Association METAYERS ANTIGASPI**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège à LA SEYNE SUR MER, 255 vieux Chemin des Sablettes, représentée par son Président, Monsieur Hicham MRABIT, dûment habilité à cet effet par les statuts de l'Association ci-après désignée **MAG**,

Ci-Après désignée « L'Association »

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Les actions menées par l'Association METAYERS ANTIGASPI correspondent aux objectifs de la feuille de route du Projet Alimentaire Territorial de TPM, « Ancrer une économie circulaire vertueuse » et « développer une alimentation durable disponible et accessible au plus grand nombre ».

#### Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM (et éventuellement celui du Projet Alimentaire Territorial : PAT) sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'**Association MAG** à hauteur de 5 000 euros pour la mise en place d'un projet de sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans les écoles de LA SEYNE SUR MER.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 7,57 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole pour la mise en place d'un projet de sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans les écoles de LA SEYNE SUR MER.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **5 000 euros** sera versée à l'**Association MAG** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **3 500 euros** à la notification de la présente convention
- Le solde, soit **1 500 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2024 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2024 évaluant l'impact des actions subventionnées,
  - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.



## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour <b>L'ASSOCIATION METAYERS ANTIGASPI</b></p> <p>Le Président <b>Hicham MRABIT</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
--	---

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### PRESENTATION

L'Association « METAYERS ANTIGASPI » créée en 2021 a pour objectif de lutter contre le gaspillage alimentaire et la précarité alimentaire en valorisant les produits par la transformation, la vente directe ou indirecte, et le don aux associations caritatives.

L'Association transforme des produits en confitures, sirops, tapenades, pour éviter leur perte. Les produits transformés sont souvent collectés dans des jardins de particuliers, qui peuvent être en situation d'isolement, de solitude ou de handicap. Les produits transformés sont ensuite commercialisés en circuits-courts, favorisant l'économie circulaire et l'alimentation locale.

Par ailleurs, l'Association travaille aussi à la sensibilisation à l'alimentation durable, à travers des interventions pédagogiques en milieu scolaire.

Enfin, l'Association emploie des personnes en insertion professionnelle, contribuant ainsi à la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

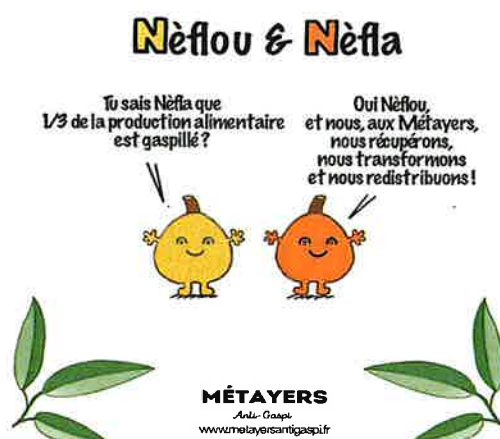
### CONTEXTE

L'Association « METAYERS ANTIGASPI » développe depuis 2021 ses actions de valorisation de produits collectés chez les particuliers, qui sont ensuite revendus en circuits-courts.

En 2023, l'Association s'est concentrée sur la mise en service d'un nouveau local pour la transformation, la vente, la dégustation et l'animation. Ce local, situé dans le centre-ville de La Seyne-sur-Mer a été mis à disposition par la Mairie. De nouveaux partenariats ont également été mis en place, notamment avec l'enseigne BOTANIC., mais aussi avec la CCIV, pour de la formation et des services de communication.

Les actions de sensibilisation ont commencé à prendre de l'ampleur, avec un premier atelier pédagogique et la création de deux personnages, « Néflou et Néfla », pour personnifier cette sensibilisation

En 2024, l'Association souhaite renforcer ces actions de sensibilisation, et a mis au point un programme complet intitulé « Mieux Manger à la Seyne », qui sera déployé dans les écoles de la Seyne-sur-Mer, et touche à l'ensemble des sujets liés à l'alimentation durable : production locale et durable, lutte contre le gaspillage alimentaire, santé, sport et alimentation, ... à travers des temps d'apprentissage mais aussi des ateliers ludiques et pédagogiques.



## DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association METAYERS ANTIGASPI en 2024

### I. En 2024, l'Association souhaite poursuivre ses actions habituelles, à savoir :

- Collecte et valorisation de produits, avec un objectif de 4 tonnes de produits collectés :
  - o 1 tonne de produits transformés
  - o 2 tonnes destinées à la vente
  - o 1 tonne distribuée aux associations caritatives
- Gestion du local FoodLab en centre-ville (cuisine de transformation, vente, dégustation, animation...)
- Entretien des jardins
- Constitution d'un réseau avec divers partenaires (commerces, collectivités, associations, animations...) à La Seyne et ses environs
- Communication : réseaux sociaux, site Internet, médias
- Travail de sensibilisation dans les établissements scolaires.



### II. Le Projet « Mieux Manger à La Seyne », objet de la demande de subvention, est un nouveau projet qui se décline en différents axes :

- Sensibilisation à l'alimentation équilibrée : apprentissage sur l'équilibre nutritionnel, la santé, le bien-être, ...
- Découverte des aliments : ateliers, dégustations...
- Promotion de l'alimentation locale : visites de fermes, sensibilisation
- Prévention du gaspillage alimentaire : sensibilisation, ateliers anti gaspi
- Apprentissage de la cuisine « saine » : ateliers cuisine, partenariat avec la cuisine centrale de La Seyne
- Promotion d'un mode de vie actif : organisation d'activités physiques, sensibilisation).

Ce projet pédagogique à destination du public scolaire sera mis en œuvre en concertation avec la Ville de la Seyne-sur-Mer, et en lien avec la plateforme gouvernementale [www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr).

L'Association fera appel à des intervenants spécialisés dans chacun des axes de travail, qui contribueront ensemble à la réalisation du projet.

Les ateliers cuisine seront organisés dans le local de l'association, « Foodlab », afin de permettre aux élèves de sortir du cadre scolaire le temps d'une activité découverte.

### III. Calendrier prévisionnel des actions 2024 : l'Association a pour objectif de finaliser la conception du projet

- Identifier les intervenants
- Identifier les écoles intéressées par le projet, en lien avec la Mairie

- Préparer les supports pédagogiques correspondant aux différents axes du projet
- Finaliser l'aménagement de l'atelier cuisine du Foodlab.

L'objectif est que le projet puisse commencer à être déployé dans une ou deux écoles dès la rentrée de septembre 2024 afin de tester le modèle, puis déployé de manière plus large à partir de 2025.

#### IV. Suivi et évaluation des actions :

Une première évaluation du projet aura lieu fin 2024, suite aux premiers retours d'expérience.

Un suivi du projet sera mis en place afin de connaître a minima :

- Le nombre d'écoles associées au projet
- Le nombre de classes associées, et leurs niveaux
- Le nombre d'élèves sensibilisés, par tranches d'âge.

L'évaluation à N+1 permettra de mesurer l'impact du projet sur les élèves, et son intégration au sein des écoles avec l'appropriation éventuelle d'un projet pédagogique dans l'établissement.

#### COÛT DES ACTIONS PREVISIONNELLES « MIEUX MANGER A LA SEYNE » EN 2024

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
<b>Achats</b>	<b>10 000</b>	<b>Vente de produits finis, de marchandises, prestations de service</b>	<b>15 000</b>
Achats matières et fournitures	6 000		
Autres fournitures	4 000		
<b>Services extérieurs</b>	<b>14 000</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>35 000</b>
Locations	6 000	ETAT – Politique de la ville	5 000
Entretien et réparation	3 000	ETAT – Cité éducative	10 000
Assurance	1 000	Conseil Régional PACA	1 000
Documentation	4 000	Conseil Départemental du Var	1 000
		Commune de La Seyne	5 000
<b>Autres services extérieurs</b>	<b>15 000</b>	<b>Métropole TPM</b>	<b>10 000</b>
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000	Agence de services et de paiement (emplois aidés)	3 000
Publicité, publication	2 000		
Déplacements, missions	2 000		
Services bancaires, autres	1 000		
<b>Impôts et taxes</b>	<b>0</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>
Impôts et taxes sur rémunérations		Cotisation	
		Dons manuels - mécénat	
<b>Charges de personnel</b>	<b>11 000</b>		
Rémunération des personnels	8 700		
Charges sociales	2 300		
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>50 000</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>50 000</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Mis à disposition gratuite de biens et services	6 000	Prestation en nature	6 000
Personnel bénévole	10 000	Bénévolat	10 000
<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>66 000</b>	<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>66 000</b>

La subvention de 5 000 euros représente 7,57 % du total des produits :  
(montant attribué/total des produits) x 100.



## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2024

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
<b>Achats</b>	<b>25 000</b>	<b>Vente de produits finis, de marchandises, prestations de service</b>	<b>30 000</b>
Achats matières et fournitures	19 000		
Autres fournitures	6 000		
<b>Services extérieurs</b>	<b>25 000</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>64 000</b>
Locations	15 000	ETAT – Politique de la ville	10 000
Entretien et réparation	8 000	ETAT – FDVA	9 000
Assurance	1 000	ETAT – Cité éducative	10 000
Documentation	1 000	Conseil Régional PACA	5 000
		Conseil Départemental du Var	5 000
<b>Autres services extérieurs</b>	<b>15 000</b>	Commune de La Seyne	5 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000	<b>Métropole TPM</b>	<b>10 000</b>
Publicité, publication	2 000	Agence de services et de paiement (emplois aidés)	10 000
Déplacements, missions	2 000		
Services bancaires, autres	1 000		
<b>Impôts et taxes</b>	<b>2 000</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>5 000</b>
Impôts et taxes sur rémunérations	2 000	Cotisation	100
		Dons manuels - mécénat	4 900
<b>Charges de personnel</b>	<b>32 000</b>		
Rémunération des personnels	24 000		
Charges sociales	8 000		
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>99 000</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>99 000</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Mis à disposition gratuite de biens et services	6 000	Prestation en nature	6 000
Personnel bénévole	10 000	Bénévolat	10 000
<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>115 000</b>	<b>TOTAL bénévolat inclus</b>	<b>115 000</b>

